

F

aible croissance en Europe et en France

En 2005, la croissance d'ensemble des économies industrialisées est restée **ferme**. L'impact de la hausse des prix des matières premières, le pétrole notamment, est maîtrisé. Elle s'est manifestée à partir de la mi-2005. Elle s'est limitée aux prix des consommations intermédiaires, les autres prix à la production et les prix à la consommation étant moins affectés. Son impact sur l'activité a été très circonscrit, comme en témoigne le dynamisme des secteurs industriels, même dans les pays à forte dépendance énergétique.

Dans la zone Euro, en retrait par rapport aux Etats-Unis et au Japon, le Produit Intérieur Brut (PIB) a fléchi au quatrième trimestre après trois trimestres d'accélération, attestant de la fragilité du rebond amorcé à la mi-2005. La croissance s'y établit à 1,4% en 2005 contre 1,8% en 2004. La production industrielle a ralenti, pénalisée par une demande extérieure moins forte en fin d'année et par le repli de la consommation privée, freinée par une faible progression du pouvoir d'achat. Le taux d'investissement des entreprises n'y progresse plus depuis deux ans.

La consommation et l'investissement maintiennent la croissance française.

En France, la croissance a été nettement plus forte au second semestre qu'au premier. Cependant le produit intérieur brut ne s'accroît en moyenne annuelle que de 1,2% en volume, après 2,3% en 2004 et 1,1% en 2003.

La production française s'affaiblit dans la plupart des branches d'activité. Elle

diminue dans l'agriculture, après une bonne année 2004. Elle ralentit fortement dans les biens manufacturés. Elle ralentit dans les produits énergétiques et les transports, ainsi que dans les services principalement non marchands. À l'inverse, la construction et les activités financières accélèrent, de même que les services aux entreprises et aux particuliers. Au total, la production s'accroît de 1,2%, après 2,4% en 2004.

Dans un environnement international toujours porteur, les exportations restent dynamiques (+ 3,1% après + 3,9% en volume). Ce dynamisme est toutefois nettement inférieur à celui des importations (+ 6,1% après + 6,6% en volume). De ce fait, le solde du commerce extérieur pèse encore davantage qu'en 2003 et 2004 sur la croissance, avec une contribution de - 0,8 point, contre - 0,6 les deux années précédentes. En valeur, les échanges de biens et services avec le reste du monde sont déficitaires pour la première fois depuis 1991.

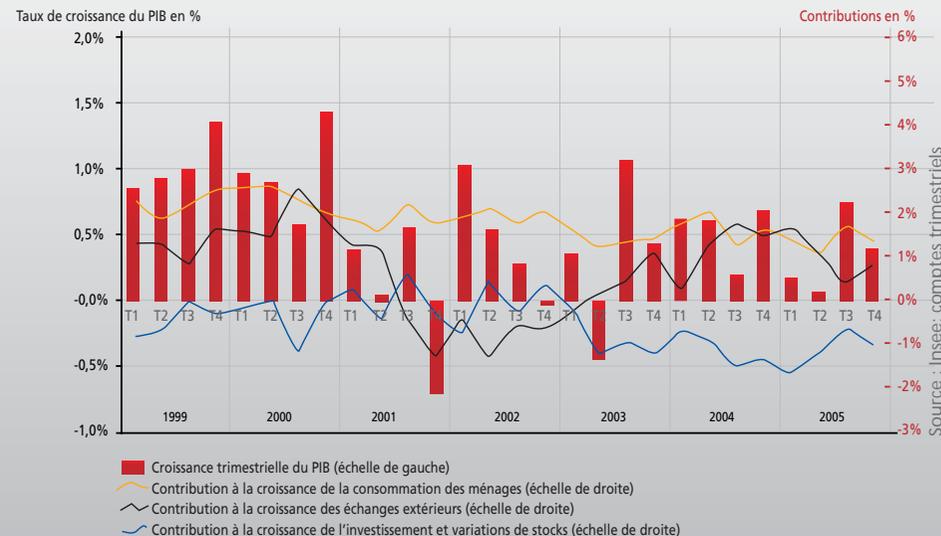
La dépense de consommation des ménages demeure le principal moteur de la croissance avec un rythme de progression solide de + 2,1% (après + 2,3% en 2004 et 2,2% en 2003). La dépense de consommation des administrations publiques ralentit plus franchement.

L'investissement accélère en 2005 (+ 3,6% après + 3,0%) et vient soutenir la croissance à hauteur de 0,7 point. Il s'agit de la contribution la plus forte depuis 2000. Cette accélération s'explique par celle de l'investissement des administrations publiques en construction, mais également en biens d'équipement électriques et électroniques.



Contexte

FRANCE



L'investissement des entreprises (+ 3,6%) comme celui des ménages (+ 4,1%) reste dynamique.

Le taux de marge des sociétés non financières recule sensiblement en 2005 (30,2%) alors qu'il s'était globalement maintenu à 30,9% les deux années précédentes. En volume, l'investissement des sociétés non financières reste vif (+ 3,6% après + 4,7%). L'investissement en biens d'équipement et en automobiles reste dynamique, mais celui en bâtiment et travaux publics ralentit. L'investissement en services aux entreprises croît plus rapidement que l'année précédente.

La masse salariale brute versée aux ménages progresse moins vite qu'en 2004

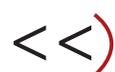
(+ 3,0% après + 3,5%) malgré une dynamique un peu plus favorable de l'emploi. Le salaire moyen par tête ralentit en dépit de la dernière hausse du Smic visant à réunifier les salaires minimums mensuels.

Les revenus du patrimoine demeurent très dynamiques et progressent de 6,1% après 5,9% en 2004. Ils comprennent les loyers perçus qui sont en forte évolution (+ 7,0% nets de taxe foncière après + 6,7%) et les dividendes reçus des entreprises également en croissance (+ 8,6%).

Au final, le revenu disponible brut des ménages progresse de 3,1% en 2005 après 4,1% en 2004. Les prix de la dépense de consommation croissent de 2,0%, tirés par les prix des produits énergétiques (>>>)

Le PIB et les opérations sur biens et services (France)

	Evolution en volume aux prix de l'année précédente en %			2005		
	2003	2004	2005	prix 2005/2004 en %	Valeur 2005 (milliards d'euros)	Contribution à la croissance du PIB
Produit intérieur brut (PIB)	1,1	2,3	1,2	1,9	1 710,0	1,2
Importations	1,1	6,6	6,1	3,1	462,6	-1,5
Total des emplois finals	1,1	3,2	2,2	2,1	2 172,6	2,7
Consommation effective des ménages dont dépense de consommation	2,2	2,3	1,9	2,0	1 240,6	1,4
• des ménages	2,2	2,3	2,1	2,0	953,3	1,2
• individualisable des administrations	2,7	2,2	1,7	1,9	264,6	0,3
Consommation effective des administrations publiques	0,7	2,4	-0,2	2,0	141,0	0,0
Formation brute de capital fixe dont :	2,2	3,0	3,6	2,1	336,6	0,7
• entreprises non financières	0,4	4,7	3,6	1,2	176,5	0,4
• ménages	2,2	4,0	4,1	3,0	93,1	0,2
• administrations publiques	5,9	2,8	3,5	3,4	55,5	0,1
Variation de stocks (contribution à la croissance)	-0,3	0,6	-0,1	-	8,1	-0,1
Exportations	-1,2	3,9	3,1	1,4	446,3	0,8



et les loyers. Ainsi, le pouvoir d'achat des ménages ralentit, progressant de 1,1% après + 2,2% en 2004 et + 0,9% en 2003. Avec un revenu en ralentissement et une consommation restée dynamique, le taux d'épargne des ménages s'inscrit en retrait en 2005.

La réduction des déficits publics se poursuit

À 2,9%, le déficit des administrations publiques repasse sous la barre des 3% du PIB, seuil inscrit dans le pacte de stabilité et de croissance de la zone euro. Cette réduction du poids des déficits est obtenue grâce à une augmentation des prélèvements obligatoires et à la modération de la dépense publique courante. La plupart des impôts progressent plus vite que le PIB. Les cotisations sociales effectives progressent également plus vite que

la valeur ajoutée. Au total, le poids des prélèvements obligatoires dans le PIB augmente de 0,8 point et atteint 43,9% en 2005.

En parallèle, les administrations limitent la progression de leurs dépenses tout en les réorientant : les investissements progressent vivement (+ 3,5% en volume correspondant à une évolution de + 7,1% en valeur après + 5,7% en 2004), tandis que la consommation collective stagne en volume (- 0,2%, soit + 1,8% en valeur compte tenu de la hausse des prix). [^]

D'après

- Insee-Première N° 1077 - MAI 2006, Les comptes de la Nation en 2005 - *Adrien Friez, Hélène Poncet*, département des Comptes nationaux, Insee
- Insee - Note de conjoncture - Mars 2006

Réconomie

de la
Réunion

HORS SERIE N° 1
Supplément à la revue trimestrielle de l'Institut national de la statistique et des études économiques

ISSN en cours
Dépôt légal : 168
Code SAGE : ECOHS184

Directeur de la publication : **Jean GAILLARD**
Rédactrice en chef : **Colette BERTHIER**
Conception graphique : **DESIGN SYSTEM**
Impression : **Print 2000**
Crédit photographique :
Richard Feuillade - DAF
Pôle communication DDE 974

© INSEE - 2006 - Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source. Autorisation préalable pour toute diffusion par voie électronique.

Retrouvez cette publication sur les pages régionales de La Réunion du site : www.insee.fr